

HANDICAPEES DU BURUNDI

(UPHB), A.S.B.L.

PREAMBULE

réunis en Assemblée Générale du 03 / Septembre / 2017;

- Vu la loi n°1/010 du 18/ Mars 2005 portant promulgation de la constitution de la République du Burundi ;
- Vu la loi n°1/07 du 26 mars 2014 portant ratification par la République du Burundi de la Convention Relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ;
- Vu la loi n° 1/02 du 27/ Janvier 2017 portant cadre organique des associations sans but lucratif ;
- B, en vigueur depuis le 28 Mars 2010 faisant référence aux statuts du 18/08/1989;
- Souscrivant au éthique des Associations Sans Buts Lucratif ;
- Conscients des multiformes problèmes auxquels les personnes handicapées font face sur le plan administratif, social, culturel, économique et politique ;
- reste encore beaucoup à faire pour réaliser « participation » des personnes Handicapées du Burundi tel que préconisé au niveau international ;
- Constatant que le mouvement associatif dans le domaine du handicap a sensiblement évolué par rapport à la période de création de ;
- Conscients de la nécessité de renforcer la solidarité entre les organisations des personnes Handicapées pour plus ;
- Convaincus que les actions des Personnes Handicapées doivent occuper la place de premier rang uation de leurs droits ;
- Convaincus africaine, il existe handicapées
- s'efforcent de mettre à contribution dans le contexte burundais ;
- Conscients, compte tenu de leurs efforts et de leur il faut reconnaître les parents, les amis et les tuteurs des personnes Handicapées comme faisant partie du mouvement associatif des personnes handicapées ;
- Soucieux à toutes les organisations / associations des personnes handicapées ;
- Déterminés à conjuguer les efforts pour mieux identifier les problèmes des personnes handicapées et participer à leur trouver des solutions durables ;

Adoptons les statuts dont les dispositions sont développées dans les lignes qui suivent :

Article 1 : De la Dénomination, du Siège Social et de la durée

De la Dénomination

Il est créé au Burundi une union des organisations des personnes handicapées dénommée : Union des Personnes Handicapées du Burundi, en abrégé « UPHB »

Du Siège Social

a son siège social à Bujumbura, Commune Muha, Zone Kanyosha, Quartier Musama, 2^{ème} Avenue, Rue du Marché, N° 78.

Néanmoins, il peut être transféré en tout autre lieu du Burundi par décision Générale ;

De la Durée

B est créée pour une durée indéterminée

Article 2 : De l'Objet

B a pour objet de :

- ✓ Rassembler toutes les organisations de personnes handicapées du Burundi qui le souhaitent et le demandent;
- ✓ Défendre les intérêts de ses Organisations membres et de toute autre personne handicapée;
- ✓ Plaider pour la participation des personnes handicapées dans tous les domaines de la vie communautaire et nationale ;
- ✓ Appuyer les pouvoirs publics à mettre en place et à appliquer une législation spéciale favorable à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées ;
- ✓ Assurer le renforcement des capacités de ses membres ;
- ✓ C socio-économique des personnes handicapées ;
- ✓ Développer la coopération avec les autres organisations sur le plan national, régional et international visant la promotion des droits humains

Article 3 : Des Membres

UPHB se compose de :

Membres adhérents: Est membre adhérent, toute organisation /association de/pour personnes handicapées dont le Représentant Légal en adresse la demande au Président du Comité Exécutif National et Représentant Légal nion et approuvée par Il doit

personnes handicapées du même domaine.

refuser des adhésions avec avis motivé aux intéressés.

Membres sympathisants: Est membre sympathisant, toute personne physique ou morale pas membre union mais qui est intéressée aux problèmes des personnes handicapées et qui contribue à la réalisation des idéaux de nion. La demande est adressée au comité exécutif national ;

: E oute personne physique ou morale à qui assemblée Générale a décidé de proposer ce titre en reconnaissance de sa contribution à la réalisation des activités de nion ;

Article 4 : Des Droits et Devoirs des Membres

Droits

Toute Organisation B a le droit de:

- Etre défendue nion dans tous les cas où ses droits sont soumis en cause ou violés ;
- Elire et désigner son (ses) candidat(s) aux élections
préjudice aux dispositions prévues ntérieur;
- D ;
- Participer à toutes les activités nion;
- Bénéficier de tous les avantages q nion accorde à ses membres ;

Devoirs

Toute Organisation B a le devoir de :

- Se conformer aux statuts et aux autres textes réglementaires nion ;
- Participer régulièrement aux réunions et act nion
requis ;
- F ;
- S égulièrement de ses cotisations ;

Article 5 : De la Perte de la qualité de membre et du régime disciplinaire**De la Perte de la qualité de membre**

la :

- D ,
- Démission de ,
- Exclusion /radiation prononcée par

Du Régime disciplinaire

ar le ROI. Elles sont
parmi les mesures suivantes :

-
- Le blâme
- La suspension
- La radiation /exclusion

Toute Organisation

de présenter sa défense devant le Comité Exécutif ou tout autre organe délégué.

Article 6 : Des Organes**Organes de prise de décision**

B comprend les organes de prise de décision suivants :

- ❖ (AG);
- ❖ Le Conseil National de Surveillance (CNS) ;
- ❖ Le Comité Exécutif National (CEN) ;

Les organes de concertation

suivants :

- ❖ Le Cadre de concertation des anciens présidents
- ❖ Les groupes thématiques

Instances

- ❖ ;
- ❖ provinciale ;
- ❖ Les Assemblées Communales ;
- ❖ Les réunions statutaires des comités.

Article 7 : Les réunions statutaires des comités exécutifs se tiennent au moins une fois par trimestre.

Article 8: Les présidents des comités exécutifs provinciaux participent une fois par an à une réunion du Comité exécutif national.

Article 9: Union se tient .
Participent : les membres du CEN et du CNS, les anciens présidents, les présidents des groupes thématiques ainsi que deux délégués de chaque organisation membre.

Article 10: se tient une fois les six mois. Il regroupe les comités communaux et le comité provincial.

Article 11: Les assemblées communales se tiennent une fois le trimestre.
Participent aux assemblées communales les Représentants de toutes les Organisations membres de l B de la commune.

Article 12: Des assemblées extraordinaires peuvent se tenir en cas de besoin.

Article 13: De la Composition et des attributions des organes

est union. Elle est composée des membres adhérents, membres
Sa délibération est requise pour les matières suivantes :

- des rapports annuels, du bilan et des comptes;
- La modification /révision des statuts;
-
- National;
- ;
- Admission ;
- Décider de la dissolution de nion ;

Le Conseil National de Surveillance (CNS)

Le Conseil National de Surveillance est composée de 5 membres : Président, Vice-Président, Secrétaire et deux membres, élus par 1 Organisations différentes en tenant dans une Organisation autre que celle du PRL. Le CNS a un mandat de 4 ans. Il se réunit une fois le trimestre et chaque fois de besoin. Le profil détaillé de chaque membre du CNS est précisé dans le ROI.

Attributions du Conseil National de Surveillance (CNS) :

- Contrôle le comité exécutif national sans entraver son action ;
- Donne avis et conseils au CEN;
- Peut élargir le mandat de 2 mois si la période est dépassée ;
- Peut ;
- Veille au respect intégral des statuts, du ROI et du manuel des procédures;
- ;
-

Le Comité Exécutif National (CEN)

Le Comité Exécutif National est composé de 5 membres : Président du CEN et Représentant Légal Vice-président, Secrétaire Général, Secrétaire Général Adjoint ainsi que le chargé des finances et affaires économiques. Ils sont issus des organisations différentes, avoir passé au moins 5 ans dans le domaine du handicap, et disponibles, la composition du comité doit tenir compte de . Le profil détaillé de chaque membre du CEN est précisé dans le ROI.

Attributions du Comité Exécutif National (CEN)

Le Comité Exécutif National a la mission de :

- Assurer la mission ;
- Mettre en exécution les décisions sorties de
-
- Nommer les responsables des groupes thématiques,
- Organiser une réunion trimestrielle avec les Groupes Thématiques et le CNS;
- Organiser ;
-

Cadre de concertation des anciens présidents

Le cadre regroupant le CEN les anciens et dignes présidents . Une réunion semestrielle de concertation entre les anciens présidents, les membres du CEN et du CNS est tenue pour contribution en termes de grandes

Article 14: Mandat du CEN

Le comité exécutif national a un mandat de quatre ans (4ans) renouvelable une seule fois. En aucun cas, le CEN ne pourrait faire plus de deux mandats successifs.

Attribution du Président du CEN et Représentant Légal

- Le :
 - Oriente, coordonne et cont ;
 - R ;
 - Convoque et préside les réunions du CEN;
 - Convoque et préside les réunions semestrielles avec les anciens présidents;
 - Convoque et préside ;

Attribution du Vice- Président

- Le vice-président est chargé de la promotion des droits des personnes handicapées, du plaidoyer et du genre ;
- Il président

En cas de vacance de poste du Président et Représentant Légal, le VP occupe directement le poste du Président et Représentant Légal, convoque une Assemble Générale extraordinaire dans un délai ne dépassant pas un mois pour remplacer de vacance de poste des autres membres du CEN ;

Attribution du Secrétaire Général

Le Secrétaire Général est chargé :

- dministration en général
- Du suivi du partenariat avec les bailleurs potentiels

Attribution du Secrétaire Général Adjoint

- Il assure la liaison des membre ;
- Il organise le secrétariat et rédige les procès-verbaux des réunions ;

Attribution du Chargé des Affaires Economiques et Financières :

- Il est chargé de la mobilisation des fonds et de l'autonomisation des personnes handicapées ;
- Perçoit les cotisations ;
- Gère les fonds;
- Doit soumettre une fois par trimestre la situation financière;
- Suivi des AGR et unités de production ;
- Elaborer production

Article 15: Groupes Thématiques

Les groupes thématiques seront formés selon les besoins et développer dans le ROI ; autres :

Juridiques et Plaidoyer, Femmes Handicapées, Enfants Handicapés, Recherche sur le handicap, Education et Santé. Les groupes thématiques sont mis en place par le CEN ayant comme tâches, la conception, la réalisation des différents projets ou programmes, des études ou recherche dans la demande du Président du CEN.

Article 16: Le Comité Exécutif Provincial et ses attributions

Le Comité Exécutif Provincial

Le comité exécutif provincial est composé de 3 membres : le président du comité, le secrétaire du comité, le trésorier.

Attributions :

- Le comité exécutif réalise le programme de travail dans la province.
- Le président supervise toutes les activités de la province, dirige les réunions des comités exécutifs provinciaux
- Le Secrétaire assure le secrétariat du comité et remplace
- Le Trésorier

Le comité exécutif provincial a un mandat de 4 ans renouvelable une seule fois

Article 17: Le Comité Exécutif Communal et ses attributions

Le comité exécutif communal est composé de 3 membres : le président, le secrétaire, le trésorier.

Attributions :

Le Comité Exécutif Communal répercute les décisions du CEN au niveau de la commune et veille à leur mise en œuvre. Il a un mandat de 4 ans renouvelable une seule fois

Article 18: Composition et ses attributions du Conseil National de Surveillance (CNS)

Article 19: Ressources

Les ressources du CEN proviennent :

- Des cotisations des Organisations membres ;
- Du produit et des recettes perçues lors des activités ou suite à certaines réalisations de coopération ;
- De tout profit légalement obtenu dans la gestion de son avoir ;
- Des fonds spéciaux constitués par le CEN et les Organisations membres, aux autres sources.

Article 20 : Les cotisations sont obligatoires pour toutes les Organisations membres de la CEN. B. Le taux de cotisation et les modalités de perception sont fixés par le CEN et spécifiés dans le ROI ;

Article 21 : Les fonds sont essentiellement utilisés pour le fonctionnement et les activités du CEN.

Article 22 : Pour le fonctionnement effectif du CEN, B, le CEN élabore un budget annuel et veille à son exécution.

- La tenue obligatoire des documents comptables. Ceux-ci doivent être visités trimestriellement par le Président du CNS;
- Les fonds sont déposés dans un co B et leurs retraits subordonnés à une double signature : celle du président et celle du chargé des Affaires Economiques et Financières ; -président est requise ;

Article 23

Réforme des statuts

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par décision à la majorité absolue des voix.

Sa dissolution ne pourra être décidée que par à la majorité des 2/3 des votants.
En cas de dissolution, une commission de liquidation est mise en place par cette dernière et les avoirs nion sont attribués personnes handicapées.

Article 24:

Associations/Organisations membres.

Article 25: Dispositions transitoires et finales

- Toute interprétation des présents statuts appartient au CEN. Toute décision prise sera soumise à la prochaine Assemblée Générale.
- En attendant la mise sur pied des organes et des instances effectifs au niveau de la province et commune, il est désigné un représentant par province et par commune ;
- Un R Ordre Intérieur précise spositions des présents statuts,
- Les présents statuts entrent en vigueur le jour de leur adopt Générale.

Fait à Bujumbura, le / /2017

Adélaïde NYIGINA
Présidente et Représentante Légale